



Les syndicats des finances publiques
d'Indre et Loire

Mme M le Maire

Mme M le Président d'EPCI

Mme M le Parlementaire

OBJET: restructurations, fusions et fermetures des postes et services des Finances publiques

Tours, le 18 juin 2019

Madame Monsieur,

Les syndicats CGT, Solidaires, FO et CFDT finances publiques d'Indre et Loire vous avaient écrit, il y a de cela 3 mois, afin de vous informer de la restructuration conséquente du réseau de la DGFIP.

Certains d'entre vous étaient restés incrédules.

La carte du projet de fermetures étant désormais connue (cf. annexes), vous avez pu constater que nous n'exagérons rien, hélas.

Les nombreuses tâches de couleur sur la carte 2022 pourrait laisser à croire que le réseau de la DGFIP va s'étendre. Or il n'en est rien ! Car elles incluent les Maisons de services aux publics (MSAP) que vous avez construites et financées, et dont vous payez le personnel.

En réalité la Direction Départementale des finances publiques d'Indre et Loire a décidé de fermer 14 services pour ne retenir plus que 4 sites d'implantation: Tours, Amboise, Loches et Chinon.

Vous ne trouverez donc plus de services des finances publiques à :

Château-Renault, Neuillé Pont Pierre, Vouvray, Joué-les Tours, Sorigny, Langeais, L'Ile-Bouchard et Ligueil.

Mais ça n'est pas tout ! Vous ne trouverez plus de Services Impôts Particuliers à Amboise ou Loches. Tous les particuliers hors métropole de Tours seront gérés depuis Chinon.

Il en va de même pour les entreprises hors métropole qui seront désormais gérées depuis Amboise.

Le service des amendes doit être transféré de St Pierre des Corps vers Loches.

Quant aux collectivités territoriales, elles seront gérées depuis Loches ou Chinon, sauf celles relevant de la trésorerie de Tours Ville et Métropole et de la paierie départementale. Les hôpitaux quant à eux seront tous gérés depuis un service implanté dans le bâtiment de la DGFIP à Champ Girault près de la gare de Tours.

La mission de conseil aux collectivités traditionnellement dévolue aux comptables publics des trésoreries sera accomplie par des conseillers que les EPCI seront priés de bien vouloir accueillir dans leurs locaux...

Rappelons qu'il est également proposé aux plus grandes collectivités (Conseil Départemental, Tours Métropole, Tours, et le CHU) de se doter d'agences comptables en lieu et place de leur trésorerie. Cela signifie qu'on leur transfère du personnel sans compensation financière, et que l'on met fin ni plus ni moins au principe de séparation ordonnateur / comptable.

Les OPHLM quant à eux sont passés de force en comptabilité privée, ce qui les contraint à de payer des prestations d'expertise comptable, et de commissariat aux comptes.

Nous vous épargnons le détail des mouvements de personnel et les vies bouleversées qu'implique une telle restructuration. Mais on entrevoit assez facilement la perte généralisée de compétences à l'échelle de toute une administration nationale.

Pendant ce temps, nos effectifs sont de nouveau appelés à diminuer d'ici à 2022. Certains directeurs départementaux ont avancé une baisse comprise entre 12 et 15 %, soit environ 100 fonctionnaires de moins pour la DDFIP 37.

Et maintenant ?

Pour notre part, nous dénonçons un recul massif des services publics, souvent externalisés sans économie à la clé et parfois même privatisés.

En effet, quelles économies réalisons-nous quand les personnels sont transférés d'une fonction publique à l'autre ou quand les organismes publics sont obligés de confier leur comptabilité au secteur privé ?

Aujourd'hui, nous vous invitons à user des pouvoirs dont vous disposez pour signifier votre refus de voir vos concitoyens et vos collectivités abandonner par les services de l'État.

Nous vous remercions de bien vouloir nous faire connaître les initiatives que vous engageriez.

Cette carte 2022 constitue pour l'instant un projet, charge à vous et nous de faire en sorte qu'elle ne devienne pas une réalité.

Nous vous prions d'agréer, Madame Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées

Pour CGT finances publiques
Michèle RENAUDIN

Pour Solidaires finances publiques
Marie AUDEBERT & Géraldine CONEJERO

Pour FO finances publiques
Gilles LAVERGNE

Pour CFDT finances publiques
Emmanuel BONIN

Pour nous joindre :

Michèle RENAUDIN (CGT) : cgt.ddfip37@dgfip.finances.gouv.fr 06 08 50 89 36

Marie AUDEBERT et Géraldine CONEJERO (Solidaires) :
solidairesfinancespubliques.ddfip37@dgfip.finances.gouv.fr 06 62 18 03 76 & 06 56 85 31 82

Gilles LAVERGNE (FO) : fo.ddfip37@dgfip.finances.gouv.fr 06 88 02 08 58

Emmanuel BONIN (CFDT) : cfdt.ddfip37@dgfip.finances.gouv.fr 06 22 16 66 94